

# SUR LES RUINES DU FUTUR

## Contre-récit de la révolution des textiles innovants à Roubaix

Par Mickaël Correia

À Roubaix, la zone de l'Union est l'ancien « cœur battant » de l'industrie textile française du XX<sup>e</sup> siècle. Grèves dans les usines, syndicalisme ouvrier, main-d'œuvre immigrée mais aussi restructurations et délocalisations ont animé ce quartier industriel et populaire jusqu'à ce qu'il devienne au début des années 2000 une des plus grandes friches industrielles du pays. Depuis maintenant près de dix ans, les élus et acteurs économiques locaux ont lancé un vaste chantier de réhabilitation de l'Union pour que la zone devienne à terme un pôle de compétitivité et d'innovation industrielle au service de la métropole lilloise. Symbole de ce projet titanesque, le Centre européen des textiles innovants, qui réunit *start-ups*, entreprises familiales et laboratoires de recherche, se veut le fer de lance de la future révolution textile. Entre projet de rénovation urbaine, relégation des ancien·nes ouvrier·es du textile et économie de l'innovation, reportage en quatre actes, quatre espaces, sur la friche de l'Union.

Ce texte est issu du deuxième numéro de *Jef Klak*, « Bout d'ficelle », traitant du textile, de la mode et des identités de genre, et encore disponible en librairie.

À mon arrivée à la Maison de l'Union, Julie Lattès, communicante pour la Société d'économie mixte (SEM) Ville Renouvelée, propose que nous nous attablions au-dessus d'une vaste maquette de présentation toute en diodes lumineuses et cubes anonymes. Vague fantasme démiurgique, cette dernière permet d'arpenter les 80 hectares de la zone de l'Union, une immense friche industrielle, à cheval entre Roubaix, Tourcoing et Wattrelos, au nord de Lille. La SEM Ville Renouvelée a jusqu'à 2022 pour mener à terme un des plus importants projets de renouvellement urbain français dans le cadre de partenariats publics-privés largement financés par Lille Métropole<sup>1</sup>. « Dès 1993, l'Union est appréhendée par les élus locaux comme un futur pôle d'excellence métropolitain, commente Julie Lattès. L'Établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais a alors commencé à racheter les terrains et les bâtiments désertés. En 2004, le projet urbanistique est défini par le cabinet Reichen et Robert & associés<sup>2</sup>. La zone sera réaménagée en différents secteurs qui accueilleront deux filières d'excellence : les textiles innovants ainsi que l'image. Mais il

*est prévu également un éco-quartier, un espace vert, du logement social. »*

Pour écouter ce discours policé, il a fallu d'abord slalomer entre d'énormes gaines électriques orange, qui tentent vainement d'égayer des trottoirs encore mal dégrossis. Puis marcher longuement, accolés à ces panneaux aux sourires peroxydés vantant des projets immobiliers. Tout autour, des grues structurent en horizontales un ciel minéral. Et le vacarme étouffé des chantiers marteaux-piquants. « Pendant près d'un siècle, la filature de coton Vanoutryoe et le Peignage de La Tossée étaient les deux grandes usines textiles phares de cette zone. Mais les crises pétrolières et la mondialisation ont progressivement transformé l'Union en vaste friche à partir des années 1990. Le chantier en cours veut conjuguer la recherche de l'innovation, la préservation de l'héritage industriel et les principes d'un développement plus durable », résume brièvement Julie Lattès.

**ACTE I**  
**La Maison de l'Union**  
**« Faire du blé sur les friches »**

Filature, peignage... Ces mots résonnent intensément dans la région. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, l'agglomération de Roubaix-Tourcoing est devenue une capitale mondiale du textile, avec plus de 110 000 salarié-es embauché-es dans le secteur. La zone de l'Union est alors le poumon de la Manchester française : inaugurés au XIX<sup>e</sup> siècle, le canal de Roubaix et le chemin de fer qui la traversent accélèrent l'industrialisation de ce territoire encore rural. En 1870 s'ouvre le premier atelier de traitement de la laine à La Tossée, et trois ans plus tard, la filature de coton Vanoutryve voit le jour.

Les grandes familles industrielles règnent sur la région : Motte, Dewavrin, Six, Prouvost ou encore les célèbres Mulliez<sup>3</sup>. Le patronat paternaliste et catholique du Nord esquivait les crises successives de la filière textile en se diversifiant dans la distribution lors de l'entre-deux-guerres (avec la création de groupes comme La Redoute, Les Trois Suisses ou La Blanche Porte), en faisant appel à une main d'œuvre immigrée (belge, maghrébine, portugaise, polonaise) et grâce au renouvellement des parcs de machines nécessitant de moins en moins d'ouvriers. Dès le début des années 1970, la désindustrialisation lamine la zone de l'Union et, de restructurations en liquidations, la filature de coton Vanoutryve et le Peignage de La Tossée, le deuxième de France, ferment leurs portes en 2004.

Retour autour de la maquette du projet de l'Union. La chargée de communication de la SEM Ville Renouvelée rappelle que nous sommes justement dans l'ancien magasin de stockage de laine de La Tossée. Dénommé aujourd'hui l'hôtel d'entreprises « Le Champ Libre », il accueille la Maison de l'Union ainsi que l'antenne régionale de l'Institut du monde arabe ou encore les rédactions locales de *La Voix du Nord* et de *Nord Éclair*. Une grande partie du site industriel de La Tossée a été rasée pour faire place à une société de maintenance, un parking de 400 places, des logements, mais surtout une ruche d'entreprises. Ce bâtiment « à l'architecture avant-gardiste » accueillera d'ici peu une trentaine de *start-ups* essentiellement centrées sur les textiles innovants.

L'ancienne filature de coton Vanoutryve est quant à elle le chantier le plus avancé de l'Union. Désormais appelé « Plaine Images », le site est devenu depuis 2007 « le pôle d'excellence de l'image et des industries créatives » et rassemble entre autres le créateur de jeux vidéo Ankama, la chaîne télévision Télé Melody, une plate-forme de recherche et développement... La filature réhabilitée se définit comme un « cluster pour la création digitale et l'innovation » et se veut un espace hybride à la pointe du progrès, réunissant entreprises, chercheur-es et artistes.

Julie Lattès insiste sur les emplois créés et à venir – 1 400 actuellement sur le site de l'Union et 6 000 à terme. D'ici quelques mois va s'ouvrir en lieu et place des anciennes brasseries de l'Union le siège de Kipsta, une filiale du groupe

Oxylane-Décathlon (détenu par les Mulliez : la grande famille patronale du Nord rôde toujours). L'Union accueillera ainsi Kipstadium, « le siège mondial des sports collectifs » et un immense complexe sportif de plus de quatre hectares. Plus loin, les bureaux régionaux de Vinci Construction, dont les simili-briques tentent maladroitement de rappeler l'héritage industriel de Roubaix, ouvriront bientôt.

Comme le vantent les plaquettes de présentation du projet, « si l'Union est le berceau de l'industrie textile, elle est aussi le symbole de son avenir ». Ce symbole, construit de toutes pièces sur la friche, est le Centre européen des textiles innovants (Ceti), plate-forme technologique de recherche et développement « unique au monde ». « *Creuset d'innovation, vecteur de créativité, tête de réseau, le Ceti est un lieu où l'on conçoit, expérimente et développe une nouvelle offre produits adaptée à l'économie et aux besoins du monde de demain* », se vante le site du Centre européen de recherche et de prototypage dédié aux nouveaux textiles. Il est porté par le pôle national de compétitivité Up-Tex<sup>4</sup>, consacré à « *la compétitivité par l'innovation, dans le domaine des tissus techniques spéciaux et innovants* ». Lors de son inauguration en octobre 2012, Martine Aubry, présidente de la communauté urbaine de Lille, annonçait que c'est « *le cœur de la révolution textile qui va battre ici*<sup>5</sup> ».

Le projet de l'Union est ainsi inscrit dans la politique industrielle de la communauté urbaine lilloise. Il est l'un des cinq pôles d'excellence de Lille Métropole, avec Eurasanté, dédié à la filière biomédicale, ou encore EuraTechnologies, consacré aux technologies de l'information et de la communication, construit dans une ancienne filature de coton et de lin. Une logique à la fois de requalification urbaine et de *city reimagining*, c'est-à-dire une politique d'image visant à « vendre » la ville industrielle, anime également le projet de rénovation urbaine de l'Union. La SEM Ville Renouvelée met en avant « *un quartier attractif, mixant finement activités économiques, équipements, logements et espaces naturels* » qui se construit sur « *le principe de la ville mixte, intense et évolutive* ».

« *Les politiques d'image se formalisent et évoluent vers la construction de véritables "marques urbaines" capitalisant sur les atouts supposés des villes, alors que les cibles du redéveloppement apparaissent de plus en plus clairement identifiées : d'une part, les entreprises tertiaires considérées comme les plus innovantes, les plus en phase avec l'économie de la connaissance ; d'autre part, des groupes sociaux à haut pouvoir d'achat*<sup>6</sup> », écrit Max Rousseau, docteur en sciences politiques qui a réalisé sa thèse sur le *city reimagining* de Roubaix et de Sheffield en Angleterre<sup>7</sup>. Pour le sociologue et urbaniste Jean-Pierre Garnier, la reconversion de l'Union n'est rien de moins qu'« *un processus de recyclage des anciens quartiers populaires en nouveaux quartiers hype. Entre les oligarchies politiques locales d'un côté et les puissances économiques et financières de l'autre – aujourd'hui cela s'appelle "partenariat public-privé", autrefois on appelait ça "collaboration de classes" –, l'objectif est le suivant : faire du blé sur les friches, soit en les transformant en quartiers pour classes aisées, soit en y faisant venir des activités dites de pointe*<sup>8</sup> ».

En partant, Julie Lattès propose une visite des chantiers. Le vent est glacial, la pluie terrible, et après avoir vanté les mérites architecturaux des alvéoles de la future ruche d'entreprises de La Tossée, le parcours passe devant un café, vestige d'une rue aujourd'hui entièrement démolie dans le cadre du projet de réhabilitation. La maison toute en vieilles briques se dresse fièrement, seule au milieu des friches délavées, effleurée par une route au bitume noir fraîchement coulé. Sur l'un des murs, une banderole « *Toujours ouvert !* » claque au vent. « *C'est Chez Salah, un café tenu par un vieux Kabyle qui a refusé de vendre sa maison à la SEM Ville Renouvelée, précise Julie Lattès. Il a résisté pendant plus de six ans à l'expulsion. Sa détermination a été très médiatisée. On s'est dit finalement que c'était un lieu de centralité important, en connexion avec le futur espace vert de l'Union.* »

Au loin se dessine le Centre européen des textiles innovants, long et pâle vaisseau échoué sur un lit d'herbes sales. Mais en ce matin de décembre, les demandes de rendez-vous pour pouvoir y entrer et interroger un des dirigeants du Centre sont encore en attente. Fin de visite. Aux abords de l'ancien portail d'entrée de La Tossée, où les pavés ont été vermoulus par les chaussures et les mobylettes pétaradantes des ouvriers, Julie Lattès avoue ne pas savoir ce qu'il adviendra de l'ancienne conciergerie de l'usine. Bouzid Belgacem et Maurice Vidrequin, eux, savent.

## ACTE II La Tossée

### « **Nous ne voulons pas subir la double peine : le licenciement et l'oubli.** »

Au quartier du Pont-Rompu à Tourcoing, à quelques encablures de l'Union, se trouve le siège perdu de l'Association des anciennes salariées du Peignage de La Tossée. Les odeurs chaudes de bois et de laine emplissent le local envahi d'anciennes pièces mécaniques, de sacs de laine ou de navettes à filer sauvés *in extremis* à la fermeture du Peignage. Des « *tiots bouts d'rin* » représentant des fragments de leur vie de travail et des amitiés d'usines. Autour d'un café, Bouzid Belgacem raconte avoir travaillé plus de trente ans à La Tossée comme aide mécanicien puis agent de maîtrise. Maurice Vidrequin a commencé comme graisseur de machine et a bossé trente-cinq ans dans le peignage. Tous deux sont d'anciens délégués syndicaux de l'usine, mais aussi et avant tout des « gens du textile », ces ouvriers de la laine et du coton dont beaucoup sont reconnaissables à leurs mains aux phalanges amputées par les machines. « *À La Tossée, les ouvrier-es étaient issus de dix-sept nationalités différentes, et il existait une belle entente, une grande solidarité entre nous tous, raconte Bouzid Belgacem. On aidait les copains et copines à côté quand on était en avance sur ses machines à peigner. Il y avait peu de femmes, car le peignage de la laine, c'est ce qu'il y a de plus difficile dans la filière textile. Les conditions de travail à La Tossée étaient vraiment très dures, il y avait énormément de poussière, pas de matériel d'aération adapté et, franchement, le comité d'entreprise n'en avait rien à foutre. Quant aux salaires, il y avait une*

*disparité, entretenue par la direction, entre hommes et femmes, entre équipes, entre créneaux horaires. Malgré notre unité syndicale, on n'a jamais récolté qu'une fin de non recevoir... »*

Alors que l'usine, qui emploie 1 200 salarié-es au sortir de la Seconde Guerre mondiale, est depuis sa fondation détenue par la famille Binet, cette dernière revend le Peignage à un consortium d'actionnaires au début des années 1970, sentant venir les bouleversements dans l'industrie textile. S'enclenche alors le cycle des restructurations. La famille patronale Dewavrin rachète l'usine au début des années 1980. Puis la Standard Wool Corporation, société américaine spécialisée dans le tabac, se diversifie en achetant des sociétés textiles, dont La Tossée, en 1986. « *Ils ont essayé ensuite de nous revendre jusqu'en 1995 à Chargeurs, un géant du textile, raconte Maurice Vidrequin. Ce groupe avait déjà liquidé un peignage voisin, et on savait qu'on allait mourir. On a été en lutte, on a manifesté devant le siège de Chargeurs à Paris, ça a été très chaud ! On n'était plus que 200 ouvrier-es, mais on arrivait à sortir 10 millions de kilos de laine chaque année, ça représentait 20 000 moutons par jour. On produisait aussi de la lanoline, de la graisse de laine utilisée dans les cosmétiques, ça rapportait pas mal d'argent.* »

Bouzid Belgacem poursuit : « *Les restructurations, j'en ai connu quatre. Quand les nouvelles machines rentrent, les humains sortent : à la fin, un seul ouvrier gérait 16 peigneuses... On l'a vue, la déconfiture de la laine : la consommation a chuté, et puis la Pologne, la Tchéquie et le Maghreb sont arrivés dans le marché mondial avec une main-d'œuvre à bas prix. On voyait les bilans comptables, et tous les mois, l'usine perdait du pognon, on ne survivait que grâce au cours élevé du tabac qui compensait les pertes du secteur textile.* » Le groupe Chargeurs refuse finalement de racheter l'usine, et un plan social est annoncé en 2003. Les salarié-es de La Tossée, qui ont peur que la direction vendent les machines et le stock de laine peignée durant le week-end, organisent alors des rondes de surveillance autour du site de production. Les syndicats décident ensuite de bloquer la production et de se barricader dans l'usine. « *On était là jour et nuit, il y a eu trois semaines de grèves très dures, et Salah nous accueillait dans son café. Il nous offrait les coups à boire, et pour les repas, il nous arrangeait pour pouvoir payer le mois d'après.* » Le PDG de La Tossée offrant une prime ridicule de départ au prorata de l'ancienneté des salarié-es, il a fallu de rudes négociations pour trouver un *statu quo* : tous sont licenciés en 2004, mais avec des primes décentes, des départs à la retraite ou des congés de reconversion. Le blocage de l'usine est alors levé. Fin de La Tossée.

En février 2005 est créée l'Association des anciens salariés du Peignage de La Tossée avec pour principal objectif de rester en contact et de briser l'isolement. « *Les gens étaient en pleurs : ce n'était pas possible de se quitter comme ça, avec toute cette fraternité et cette solidarité entre nous, explique Bouzid Belgacem. Nous ne voulions pas subir la double peine : le licenciement et l'oubli.* » Détresse sociale, divorces et suicides émaillent la fermeture des usines de Roubaix et de Tourcoing dès 2000. « *Ç'a été le tremblement de terre. Des fois, le père, la mère, les fils et les oncles, des familles entières étaient*

embauchées dans le textile. Ils n'ont fait que du textile toute leur vie et ne savaient faire que ça... »

Pour ne pas subir cette « double peine », l'association veut qu'une Cité régionale de l'histoire des gens du textile soit créée sur place. « C'est un lieu chargé d'histoire des luttes sociales, et puis nous avons récupéré énormément d'objets de l'usine à la benne », précisent les anciens syndicalistes. Des expositions, du théâtre ou encore des projections de documentaires sur le témoignage d'ancien-nes ouvrier-es ont été depuis organisés. Mais loin d'être un simple musée, cette Cité se voudrait avant tout un lieu de mémoire vivant et un espace de production. Les ancien-nes salarié-es sont en ce sens devenus proches d'Ardelaine<sup>9</sup>, une coopérative ouvrière ardéchoise qui collecte de la laine locale pour la transformer artisanalement. L'association veut ainsi créer Nordelaine, une unité de production en coopérative pour travailler de la laine lavée en Belgique et montrer les étapes de production jusqu'au produit fini, avec une petite boutique de vente de vêtements « *Made in Roubaix* ». « C'est difficile, on n'est pas vraiment écouté-es, voire parfois récupéré-es par les élus locaux », déplore Bouzid Belgacem. On a même réoccupé La Tossée en 2009 pendant les élections régionales. On aimerait s'installer dans les anciennes chaufferies et la conciergerie, mais on attend encore la décision des politiques... »

Le Peignage de La Tossée ne reflète qu'un pan de l'histoire des autres usines roubaisiennes. La mythique Lainière de Roubaix, fondée par la famille Prouvost, ferme en 2000 et licencie 212 salarié-es (elle employait près de 8 000 ouvrier-es dans les années 1950). En 1987, le groupe Chargeurs lance une OPA sur l'empire Prouvost et dépêche petit à petit pour ses actionnaires les différentes sociétés textiles de l'entreprise familiale. Quant à la réhabilitation des anciens bâtiments, la filature Cavois-Mahieu, qui a employé jusqu'à 1 200 ouvrier-es avant de fermer en 2000, est devenue le Non-Lieu, un centre d'art. La Condition publique, ancien entrepôt de conditionnement de laine, a été transformé en un centre artistique et culturel.

Depuis le début du déclin de l'industrie textile dans les années 1970, on passe en trente ans de 50 000 à salarié-es du textile pour Roubaix et Tourcoing. Roubaix est devenue depuis peu la ville la plus pauvre de France : 45% de sa population y vit désormais avec moins de 977 euros par mois<sup>10</sup>. Pour le collectif de l'Union, qui réunit les anciens salariés de la zone de l'Union et des associations roubaisiennes, « [l'industrie textile] a produit d'importantes richesses au prix d'une misère sociale et économique constante pour beaucoup ouvrier-es que l'on a fait venir de plus en plus loin avant de déplacer les usines vers d'autres régions du monde. Localement, les industriels se sont reconvertis dans la grande distribution et la finance, ou se sont spécialisés sur les "textiles innovants"<sup>11</sup> ».

## ACTE III

### Le Ceti

#### « Être le site d'excellence internationale de la valeur ajoutée textile »

Depuis son inauguration fin 2012, le Centre européen des textiles innovants a du mal à convaincre de son succès. Il faut dire qu'avec des bâtiments flambant neufs de 15 000 m<sup>2</sup>, et après un investissement de 42 millions d'euros, le centre emploie à peine une quarantaine de personnes. Un peu léger pour inverser la courbe du chômage creusé ici depuis la fermeture des usines. L'ancien directeur a même été récemment remercié faute d'avoir réussi à développer suffisamment le site. Le projet a été porté dès 2001 par André Beirnaert, fondateur du pôle de compétitivité Up-TEX, à l'époque président du syndicat patronal du textile dans le Nord. Le patron des patrons du textile est surtout connu pour avoir dirigé à partir de 1985 les activités tissage de la famille Prouvost puis la Lainière de Roubaix... pour finir dirigeant chargé du peignage pour le groupe Chargeurs, siphonneur des usines textiles locales contre lequel les ouvriers de La Tossée ont tant lutté.

Le Ceti a également été impulsé par Clubtex. Créé il y a vingt-cinq ans, ce club d'entreprises des textiles techniques rassemble de nombreuses petites et moyennes entreprises familiales qui ont anticipé le déclin du textile dans la région pour se réorienter vers les tissus de pointe. Cousin Frères, dans le secteur depuis 1848, se sont par exemple spécialisés dans le cordage de haute technologie et les textiles biotechnologiques. DMR Rubans, une ex-société de la famille Prouvost créée en 1905, s'est reconvertie dans la rubanerie high-tech. Ferlam Technologies, entreprise de cardage créée en 1936, produit aujourd'hui du tissu d'isolation thermique. Pennel & Flipo, créée en 1921, conçoit désormais des tissus de haute technologie pour l'industrie, la marine et la sécurité. À côté de cet historique patronat local et népotique, de nouveaux candidats au progrès ont débarqué : Damart<sup>12</sup>, Etam, ou encore la filiale Nord de Bouygues construction, tous persuadés que l'avenir économique se jouera dans les textiles innovants.

« Dans le Ceti, il y a des machines très performantes et hors de prix pour fabriquer du fil technique, mais ce n'est pas un site de production : il n'y a qu'une poignée d'ingénieur-es là-dedans, en concurrence avec l'Allemagne et les États-Unis, lance, dubitatif, Bouzid Belgacem. Ils nous ont dit que les techniques actuelles et innovantes de tissage créeront l'emploi de demain, mais tout ce que je vois, ce sont des bâtiments vides. »

Une rencontre avec un cadre dirigeant du Ceti est enfin organisée pour que je puisse entrer au sein même du futur « cœur de la révolution textile ». L'insipide dalle de béton ruisselante ponctuée de panneaux « sol glissant » témoigne des défauts inhérents à ce type d'architectures construites à la hâte. Alors que le hall d'accueil du Centre laisse entrevoir des coursives désolées, Jean-Marc Vienot, secrétaire général de Clubtex et directeur général d'Up-TEX déboule derrière une austère porte-battante : « Le Ceti est un écosystème qui permet de répondre à toutes les sollicitations sur les textiles innovants. Le site d'excellence comporte tout d'abord une

*plateforme technologique : c'est un contributeur d'innovation à travers le design thinking, un service de prototypage pour la recherche et développement. C'est aussi le pôle de compétitivité Up-Tex qui est un incitateur d'innovation, en faisant collaborer entreprises et laboratoires de recherche. Il y a ensuite Clubtex, un facilitateur de business, et enfin Innotex, un incubateur d'entreprises, qui est en quelque sorte un accélérateur d'innovation.* » Le chantier de l'Union se construit aussi grâce aux mots. « *Notre ambition : être le site d'excellence international de la valeur ajoutée textile* », conclut humblement Jean-Marc Vienot.

Le Ceti produit donc de la recherche appliquée, suite à des demandes venant d'entreprises, et valorise ses machines-outils high-tech (dont des engins relativement rares dans le monde, capables par exemple de tisser trois fibres de natures différentes ou de fabriquer des textiles technologiques dits non-tissés). Ses ingénieur-es peuvent ainsi créer « *des tissus fonctionnels, connectés, monitorés ou interactifs* », avec ou sans nanotechnologies, à destination du secteur médical, du bâtiment, de la protection ou encore du transport.

L'incubateur Innotex accompagne des *start-ups* du textile innovant, ensuite développées en sociétés commerciales dans la ruche d'entreprises de La Tossée. L'incubateur a ainsi vu naître Wearismyboat, qui conçoit des vêtements anti-mal-demer ou encore Dooderm, qui produit des textiles améliorant les traitements contre les maladies de peau. Mais d'autres *start-ups* moins reluisantes ont vu le jour, comme une entreprise de décoration de volets roulants, une autre qui commercialise une désopilante application de *web-shopping* ou encore Evoletik, qui propose des tissus pour customiser les prothèses médicales et qui sont fabriqués... en Italie. Le Centre peut mobiliser diverses entreprises via Clubtex, et Jean-Marc Vienot se targue même d'avoir organisé des journées de travail avec Areva : « *Ce sont des savoir-faire et non des produits finis que proposent désormais les entreprises de cette filière. Elle peuvent ainsi travailler pour le secteur automobile et ensuite pour le bâtiment*, précise-t-il. *On a des savoir-faire spécifiques, car certaines entreprises traditionnelles ont pris le virage de la mutation technologique du textile pour préserver leur business ; un virage qui date d'au moins une trentaine d'année.* »

Retour trente ans en arrière, donc. En juillet 1978, un reportage de FR3 se demande si l'industrie textile du Nord a amorcé son déclin ou sa pleine mutation technologique<sup>13</sup>. Chez DMC Lille & Loos, une usine textile du coin, le syndicaliste ouvrier Bernard Robbe s'emporte : « *La mort du textile est voulue et a été programmée par le gouvernement et le patronat dès le Septième Plan*<sup>14</sup>, *c'est écrit en toute lettres !* » Stoïque, Gérard Thiriez, le président de DMC, répond : « *Les industriels du textile ont à relever le défi des pays à bas salaires. On peut arriver à modifier les fabrications textiles et à produire des marchandises plus évoluées. L'expérience a montré que, ces dernières années, des petites et moyennes entreprises se défendaient très bien et arrivaient à adopter le créneau de production qui est demandé sur le marché. Le textile emploie dans la région 100 000 personnes, il est probable que ce chiffre diminue dans les années à venir. Ce qui est souhaitable, c'est*

*que la diminution soit très progressive, il y a une nécessité de reconversion.* » Ce contre quoi le syndicaliste s'insurge en conclusion : « *Ce problème de reconversion et de restructuration n'est qu'un maquillage d'une volonté politique déterminée et programmée !* »

En octobre 1980, un autre reportage sur le textile dans le Nord<sup>15</sup> rappelle que 7 chemises sur 10 achetées en France sont désormais produites à l'étranger et proclame pourtant : « *Le salut n'est point dans le protectionnisme mais une meilleure compétitivité.* » Pascal Watine, dirigeant des filatures du Sartel, à Roubaix, déclare, mal à l'aise, que pour rester compétitif il devra se purger de 20% de ses ouvrier-es d'ici cinq ans. Pour Julien Delaby, syndicaliste du textile, « *les investissements des entrepreneurs du textile ont commencé à migrer vers d'autres branches plus lucratives, vers d'autres pays, et se concentrent en France vers la réduction du nombre d'emploi dans les usines. [...]* *Le patronat a délibérément abandonné la formation dont auraient besoin les ouvrier-es pour se reconverter.* ». La voix off conclut, fébrile : « *Roubaix se refait aujourd'hui une beauté urbaine. Les ruines industrielles sont rasées [...]. Comme si la région changeait de vêtement pour en endosser de plus solides.* »

Purger délibérément les gens du textile des usines, sans ménagement et sans aucune reconversion possible, afin que les indéboullonnables tenants du secteur puissent se reconverter dans les textiles innovants pour « *préserver leur business* »... Tel est le scénario de cette mort annoncée, avec pour visée l'édification du Ceti : « *Tout cela a été voulu par le patronat local et sciemment prémédité : quelques années auparavant, les patron-nes faisaient pression sur les élu-es pour que d'autres secteurs industriels ne s'installent pas ici, pour garder une main-d'œuvre docile. Les grandes familles patronales comme les Mulliez, Dewavrin, Prouvost ou Désurmont faisaient la pluie et le beau temps : tout était organisé pour que nous restions les parents pauvres du secteur industriel français, les salaires étaient équivalents dans toute la région, et les ouvrier-es n'avaient pas le choix. Tout cela a fait que l'après-textile a signé notre arrêt de mort.* », précisent les ancien-nes salarié-es du Peignage de La Tossée.

Le virage du textile technologique s'est effectué avec les mêmes entreprises familiales, piloté par le même patronat séculaire. Mais les ouvrier-es étaient à la place du mort. Pour elles et eux, il n'y a eu ni mutation, ni reconversion. « *La reconversion industrielle constitue un droit pour les populations qui ont fourni la main-d'œuvre de ces industries, clame le collectif de l'Union*<sup>16</sup>. *Nous savons que, trop souvent, les sites en reconversion sont considérés comme des terrains disponibles qu'il faut remplir d'activités venues d'ailleurs et qui ne bénéficient qu'à la marge à la population des quartiers.* » La nouvelle révolution textile est avant tout fondée sur une économie d'innovation créatrice de valeur ajoutée, et non de production. Une économie pour ingénieur-es et jeunes entrepreneur-es pour lesquelles on modèle désormais la ville : l'Union doit devenir un « éco-paradis » pour cadres supérieurs. Avec un but des plus affligeants : apporter compétitivité à la métropole lilloise et changer l'image de Roubaix.

## ACTE IV

### Rue de Tourcoing

**« On ne nous a pas donné la possibilité de peser sur les décisions »**

Au sortir du Ceti, la nuit enveloppe déjà la zone de l'Union. Comme une île au milieu d'un désert industriel, la lumière chaude émanant du café Chez Salah scintille fébrilement au début de la rue de Tourcoing. Salah Oujdane, fringant septuagénaire, ouvre quand bon lui chante et prend ce soir son temps pour me servir des bières. *« J'ai racheté le fond de commerce en 1965, mais je continue à travailler, quand j'en ai envie. La retraite, c'est pour les fainéants ! s'amuse-t-il. Un jour, deux personnes de la SEM Ville Renouvelée sont venues. Elles ont commandé à boire et à peine servies, elles m'ont de suite menacé : "De toute façon si vous ne vendez pas, vous serez expulsé". Je leur ai dit : "Dégagez et ne remettez plus jamais les pieds ici !" L'argent, je m'en fous, j'en ai pas besoin et je me défends tout seul, j'ai envie de ne rien devoir à qui que ce soit. »*

La bonhomie de Salah Oujdane, devenu symbole de résistance au projet de l'Union, et le charme suranné de son café en ont fait une icône médiatique. *Le Monde*, M6, TF1, France 3, Public Sénat... tous veulent leur histoire du Gaulois irréductible, tous s'extasient devant son vieux juke-box resté intact et les chaises en formica<sup>17</sup>. Salah préfère ce soir se remémorer les habitants du coin et les ouvriers de La Tossée ou des grandes brasseries qui passaient à la sortie du travail boire un verre. L'Union, grouillant des ouvriers des usines voisines, abritait une vingtaine de bistros, un cinéma... *« Le quartier a bien changé... »* soupire-t-il.

Nombre de maisons ont été rasées et des habitant-es expulsé-es dans le cadre du projet de réhabilitation de l'Union. L'Établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, murant les maisons ou démolissant des rues entières. Dans le prolongement de la rue de Tourcoing, autour de l'îlot d'habitations Stephenson, un collectif d'une soixantaine de familles, *« Rase pas mon quartier »*, a été créé en l'an 2000 pour protester face à la destruction des maisons dans lesquelles les ouvrier-es avaient mis toutes leurs économies. Deux ans plus tard, guidés par la peur d'être expulsé-es sans ménagement, la moitié des habitant-es avait déjà quitté les lieux.

Mais pour la SEM Ville Renouvelée, concernant l'îlot Stephenson, *« le fil rouge du projet a été d'associer les futurs habitants des maisons rénovées aux choix d'aménagement et d'éco-réhabilitation opérés. [...] En 2013, le quartier reprend vie autour d'habitants historiques, riverains depuis plusieurs décennies, et de nouveaux arrivants. Elles correspondent par-*

*faitement aux besoins actuels : hautes performances énergétiques, alliance du charme de l'ancien et de matériaux modernes, agencement fonctionnel. »* À Stephenson, seuls cinq habitant-es originel·es seraient resté·es et une trentaine de maisons ouvrières non démolies ont été réhabilitées. Avec parfois un coût au m<sup>2</sup> de 2 700 euros, et malgré qu'un tiers soient qualifiés de « social », les 1 450 logements réhabilités ou neufs prévus sur l'Union seront dans l'ensemble difficilement accessibles aux Roubaisien·nes lambda. *« Sur la trame de décennies d'histoire, un nouveau tissu urbain se confectionne aujourd'hui »*, se vante pourtant la SEM Ville Renouvelée.

Sous les fards de la participation et de la mixité sociale, la concertation avec les habitant-es n'a pas été évidente, la démolition de nombreuses maisons ayant eu lieu avant les réunions<sup>18</sup>... Le collectif de l'Union essaie depuis sa création de jouer le jeu de la participation proposée par la SEM Ville Renouvelée à travers le Club des partenaires, qui rassemble autant les ancien·nes salarié·es de la zone et les comités de quartier que les entreprises présentes, comme Vinci, ou les partenaires économiques de la métropole. *« La cicatrice était encore fraîche. On était vraiment méfiant·es au début du projet de l'Union, et toujours dans une période de deuil. Mais on s'est dit qu'ayant contribué à l'effort économique de toute la région, qu'on avait aussi notre mot à dire »*, explique Bouzid Belgacem, qui participe au collectif de l'Union. Amer, il avait encore récemment dans la presse locale : *« La SEM aurait dû vraiment faire participer les associations, comme les ancien·nes de La Tossée. On avait un projet favorisant l'insertion professionnelle, mais on n'a pas été retenu·es. Il ne s'agissait pas seulement de prendre notre avis, mais on ne nous a pas donné la possibilité de peser sur les décisions »*<sup>19</sup>. » Prix de consolation : les noms des terrains du complexe Kipstadium pourront finalement être choisis par les élèves des écoles primaires roubaisiennes...

Laissés pour compte dans le virage de la révolution des textiles innovants, les gens du textile, les ancien·nes ouvrier·es aux phalanges dévorées par les machines, ceux et celles qui veulent combattre contre l'oubli de leurs luttes et de leurs solidarités tissées sous les cadences infernales des usines, sont ainsi condamné·es à être également les spectateurs et spectatrices des mutations de leur ville. En plein cœur de la friche, en quittant la rue de Tourcoing, un gigantesque *« ÊTES-VOUS ICI ? »* a été peint sur le pan d'un bâtiment de briques de La Tossée, à deux pas de la Maison de l'Union. L'inscription semble interpellier cyniquement les ancien·nes habitant·es et les ouvrier·es relégué·es du quartier, autant que les tenants de la nouvelle révolution textile, déconnectée de ce que fut le « berceau de l'industrie textile ». Qu'on se rassure, la fresque a été commandée par la SEM Ville Renouvelée.

# NOTES

1. En 2011, pour environ 210 millions d'euros engagés sur la zone de l'Union, près des deux tiers provenaient uniquement de Lille Métropole.
2. Agence d'architectes et d'urbanistes spécialisée dans la réhabilitation du patrimoine industriel. La Grande Halle de la Villette et le Pavillon de l'Arsenal à Paris ou encore les docks Vauban du Havre font partie de leurs réalisations. Le cabinet a remporté en 2005 le Grand Prix de l'urbanisme.
3. La famille Mulliez, originaire de Roubaix, première fortune de France, pèse 3 milliards d'euros. Organisée en groupement d'intérêt économique dénommé « Association familiale Mulliez », elle regroupe plus de 500 membres de la famille et possède les groupes Auchan, Oxyrane-Décathlon, Midas, Norauto, Flunch, Kia-bi, Kiloutou, Cultura, etc.
4. Up-Tex est un des 71 pôles de compétitivité créés en 2004 pour relancer la politique industrielle en France. Ces pôles rassemblent sur un même territoire et autour d'un même secteur industriel, entreprises, laboratoires de recherche, universités et écoles d'ingénieur-es.
5. *La Voix du Nord*, 11 octobre 2012.
6. Max Rousseau, « Villes post-industrielles : pour une nouvelle approche » *Métropolitiques*, 18 septembre 2013.
7. Max Rousseau, 2011, *Vendre la ville (post) industrielle. Capitalisme, pouvoir et politiques d'image à Roubaix et à Sheffield (1945-2010)*, Thèse de doctorat en sciences politiques, université Jean Monnet, Saint-Étienne.
8. Débat du 29 septembre 2012 à Roubaix sur la zone de l'Union organisé par le journal indépendant lillois *La Brique*.
9. Sur l'aventure coopérative d'Ardelaine, lire *Moutons rebelles*. Éditions Repas, 2014. Écouter également sur le CD de « Bout de ficelle », piste 8, le documentaire « Des brebis, des fileuses » sur La Fibre Textile, collectif à la dynamique similaire à celle d'Ardelaine.
10. Étude publiée en janvier 2014 par le bureau d'étude Compas et reprise par l'Observatoire des inégalités.
11. « Pour le droit à changer d'ère - Plateforme de constitution du Collectif de l'Union », novembre 2005.
12. Dont le directeur de développement industriel n'est autre que Gilles Damaz, président d'Up-Tex.
13. « Reportage sur le textile chez DMC Lille & Loos », 12 juillet 1978, JT FR3 Nord Pas de Calais.
14. Instrument de planification de l'économie par l'État français qui a eu cours jusqu'en 2006. Le Septième Plan concerne la période 1976-1980.
15. « L'industrie textile dans le Nord », 8 octobre 1980, Soir 3.
16. « Pour le droit à changer d'ère - Plateforme de constitution du collectif de l'Union », novembre 2005.
17. Bien loin de ces clichés, voir le documentaire réalisé en 2012 par Nadia Bouferkas et Mehmet Arikan, *Chez Salah*, ouvert même pendant les travaux.
18. À propos des processus de participation et plus généralement de la réhabilitation de l'Union, le journal indépendant lillois *La Brique* a réalisé un précieux travail d'enquête en novembre 2009 (*La Brique*, n° 18).
19. *La Voix du Nord*, 28 août 2014